



**PREFET DE LA REGION GUADELOUPE
PREFET DE LA GUADELOUPE**

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

Service Risques, Energie, Déchets

DEAL-20190802-RED-MEDINSPECTION

**Arrêté DEAL/RED du 30 SEP. 2019
mettant en demeure la Société RUBIS SIGL pour les installations de stockage et d'emplissage
de gaz de pétrole liquéfié qu'elle exploite Pointe Jarry sur le territoire de la commune de
Baie Mahault**

Le préfet de la région Guadeloupe,
préfet de la Guadeloupe,
représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier dans l'ordre de la légion d'honneur,
Chevalier dans l'ordre des palmes académiques,

- Vu le code de l'environnement, Livres I et V – Titre 1^{er} - partie législative et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 9 mai 2018 portant nomination de Monsieur Philippe GUSTIN, en qualité de préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe et représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, délégué interministériel pour la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 93-1123 AD1/4 du 14 octobre 1993 autorisant la société SAGF à exploiter un centre emplisseur sur la commune de Baie-Mahault ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-61 AD1/4 du 22 janvier 1996 autorisant la société SAGF à poursuivre l'exploitation de cet établissement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-905 AD/1/4 du 8 juin 2005 portant modification des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-61 AD1/4 susvisé ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-590 AD/1/4 du 26 avril 2007 portant modification des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-61 AD1/4 susvisé ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-198 AD/1/4 du 19 février 2008 portant modification des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-61 AD1/4 susvisé ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-013/ SG/ DiCTAJ/ BRA du 19/03/2013 portant prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la société RUBIS ANTILLES GUYANE pour

le centre emplisseur qu'elle exploite ZI de Jarry sur le territoire de la commune de Baie-Mahault.

- Vu la déclaration de changement de raison sociale déposée par la société RUBIS Antilles Guyane (RAG) le 17 juillet 2006, dont accusé réception en date du 14 septembre 2006, pour le centre emplisseur précité ;
- Vu la circulaire du 19 juillet 2013 du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, relative à la mise en œuvre des polices administratives et pénales en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) en date du 2 août 2019 transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 août 2019 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 23 août 2019

Considérant que lors de la visite en date du 13 juin 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant est en mesure d'identifier lors de la collecte les eaux de process ;
- l'exploitant rejette dans le réseau communal (fossé d'eaux pluviales) les eaux de process issues du hall de remplissage, de l'atelier de réparation et des eaux de réépreuve,
- l'exploitant rejette les eaux susvisées tous les trimestres,
- l'exploitant réalise une fois par an des analyses des eaux susvisées et non à chaque rejet dans le milieu ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2005 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Rubis Antilles Guyane de respecter les prescriptions dispositions de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2005 susvisé , afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant informé

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

Article 1 - Objet

La société Rubis Antilles Guyane (RAG), dont le siège social est situé Tour Franklin - 100 Terrasse Boieldieu commune de Puteaux (Haut de Seine) exploitant un dépôt d'hydrocarbures liquides à la pointe JARRY sur le territoire de la commune de Baie-Mahault est mise en demeure de respecter immédiatement les dispositions suivantes de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2005 « en éliminant les eaux de process en tant que déchets ».

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est affichée à la mairie de Baie-Mahault pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au préfet par les soins du maire.

Article 4 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Baie-Mahault, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Guadeloupe.

P/ le préfet, par délégation,
P/ le directeur de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de Guadeloupe,
par délégation
Le chef du service Risques, Energie, Déchets



Jean-François GUERIN

Délais et voies de recours –

La légalité de la présente décision peut être contestée par toute personne ayant intérêt à agir, dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication. A cet effet, cette personne peut saisir le tribunal administratif de Basse-Terre d'un recours contentieux. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le ministre compétent. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr